

FAMILLE

Mes actions en tant que Ministre de la Famille :

- la réforme de l'autorité parentale par la loi du 4 mars 2002 : bien installer la responsabilité parentale, affirmer dans la loi la parité parentale, pour que l'enfant soit élevé par ses deux parents, moderniser le code civil pour unifier le droit applicable (auparavant différent selon que les parents étaient mariés, concubins, divorcés), en tenant compte de toutes les formes de familles notamment celles qui sont recomposées, permettre la garde alternée, introduire la médiation familiale ;
- accompagnant cette réforme, la création du congé de paternité décidée en juin 2001 dont le succès témoigne qu'il correspondait à une attente des pères pour être auprès de leur enfant dès la naissance (plus des deux-tiers des pères prennent leur congé) ;
- des mesures concrètes pour la conciliation de la vie familiale et professionnelle, avec le développement de mode de gardes plus adaptés (le multi-accueil), un plan de création de 20 000 places crèches, qui a accompagné la remontée de la natalité dans le pays ;
- la réforme de l'accouchement sous X, pour concilier le droit des femmes et le droit des enfants, avec la loi du 22 janvier 2002 ;
- des prestations plus adaptées aux besoins des familles : le barème unique des allocations logement, simplifiant les aides, réduisant les coûts de gestion et évitant les effets de seuils qui décourageaient la reprise d'emploi ; le congé et l'allocation de présence parentale pour les familles confrontées à la maladie grave d'un enfant, la réforme de l'allocation d'éducation spéciale (parents d'enfants handicapés), la pérennisation de l'allocation de rentrée scolaire, son indexation et l'élimination des effets de seuil ;
- la protection de l'enfance, dans le droit fil de ce j'avais initié au ministère de l'enseignement scolaire : lutter contre toutes les formes de violences, en mobilisant l'ensemble des services concernés, contre la prostitution des mineurs (incrimination pénale du recours à la prostitution d'un mineur que j'ai faite inscrire dans la loi), protection contre la pornographie et lutte contre la pédo-pornographie (incrimination de la détention de documents de ce type), actions contre la violence dans les médias (création du collectif " Enfance et média "), lancement d'une grande campagne télévisée de sensibilisation et de prévention des violences sexuelles ; la prévention des grossesses précoces avec l'accès des mineures à la contraception, en complément de la délivrance par les infirmières scolaires de la pilule du lendemain que j'avais mise en place à l'Education nationale.
- en faveur des Personnes handicapées : avec des mesures concrètes, telles que le déploiement du plan Handiscol' pour la scolarisation et l'intégration des enfants et des adolescents handicapés que j'avais lancé à l'Education nationale ; un plan d'urgence pour les établissements accueillant notamment de jeunes autistes ; le développement du parc de logement adapté, des aménagements en matière de transport (collectif et particulier) ; la création d'un label " tourisme et handicap ".